

LES EGLISES ET LA REPUBLIQUE FEDERALE

« C'est la première fois depuis l'époque du troisième Reich que des mesures répressives dans l'Eglise sont motivées uniquement de manière politique ».

Ernst Käsemann

LE développement politique en RFA, surtout au cours de ces derniers mois, a laissé des traces profondes dans les milieux ecclésiastiques catholiques et protestants. Sous couvert de la lutte contre les actes terroristes désespérés, les nombreux essais de restreindre ou d'abolir la liberté des citoyens et les libertés politiques fondamentales ont influencé profondément la pensée et les discours ecclésiastiques. (Il serait cependant faux de parler d'un nouveau fascisme en RFA, historiquement parlant c'est une erreur).

Si l'on cherche un point commun entre tous les faits bizarres qui se sont passés dans ce pays au niveau de la politique ecclésiastique et de la théologie, on retombe presque nécessairement sur les thèmes : Eglise et Etat, Etat et Evangile. Il apparaît en effet qu'un nouveau chapitre, particulièrement allemand et subtil, est en train de s'ouvrir dans l'histoire des rapports entre église et état, histoire longue et pleine de tensions dans ce pays. Subtil parce que les églises allemandes qui sont dans leurs structures institutionnelles et politiques des « *églises du peuple* » et non des églises d'état, se contentent de plus en plus de se manifester uniquement au niveau idéologique dans de grandes déclarations. Tout en demeurant à première vue totalement indépendantes de l'état et des pouvoirs établis, elles se font très utiles en tant

que « *fournisseur idéologique* » du statu-quo. La hiérarchie ecclésiastique n'a plus conscience de sa mission de vigilance par rapport au développement politique de l'état (surtout quand celui-ci aggrave les mesures répressives) mission conférée par l'évangile et la tradition des courants chrétiens. Au contraire, conséquente et logique, elle, qui a accepté jusqu'à maintenant en se taisant, les mesures répressives de l'Etat (comme les Berufsverbote = interdictions professionnelles) applique aujourd'hui ces mêmes mesures en rejetant des pasteurs membres du parti communiste. S'il ne s'agit pas d'une église d'état au niveau institutionnel, y a-t-il alors une identité d'intérêts entre les hiérarchies étatiques et ecclésiastiques ? Je veux essayer, en donnant des exemples, de prouver qu'aujourd'hui les déclarations et décisions des églises sont basées non sur un raisonnement déterminé par l'évangile, mais sur des intérêts communs de gens détenant le pouvoir.

L'Eglise dit oui à l'Etat

Le premier exemple particulièrement grave est la prise de position du conseil de l'Eglise Protestante (EKD) et de la conférence des évêques vis à vis du terrorisme après les meurtres de Cologne. La déclaration de l'EKD commence ainsi : « *L'Eglise protestante allemande dit oui à l'Etat dans lequel nous vivons* » et se réfère ensuite au cinquième point de

la déclaration théologique de Barmen : « l'Écriture nous dit que dans ce monde qui n'est pas encore sauvé et dans lequel l'Eglise vit, l'Etat a, suivant l'ordre divin, le devoir d'assumer la paix et la justice par la menace de violence, dans la mesure où c'est compréhensible et possible pour les hommes. L'Eglise reconnaît donc la gratitude et la crainte de Dieu le bienfait de son ordre. Elle rappelle le règne de Dieu, ses commandements, sa justice et par cela la responsabilité des gouvernants et des gouvernés. Elle fait confiance dans sa totalité et obéit à la force de la Parole par laquelle Dieu porte toutes les choses ». La première affirmation est globalement aussi douteuse que la référence à Barmen est fautive. Il est bien entendu que l'Eglise a le droit et le devoir d'élever sa voix dans des situations politiques difficiles, d'attirer l'attention de tous sur les possibilités et les risques d'une constitution démocratique. Mais, comme quelques pasteurs le déclarent dans une lettre de protestation, elle n'a ni le droit ni le devoir de dire oui à l'Etat dans lequel nous vivons, tout cela au nom du commandement de Dieu et de la communauté chrétienne. Même la thèse de Barmen, citée par le conseil, ne le fait pas. Par contre, celle-ci appelle – et les historiens sont d'accord sur ce point – l'Etat fasciste a une conception humaniste du pouvoir, elle est au fond par rapport à l'Etat, critique loin de toute complaisance luthérienne et de toute soumission. On se pose alors la question : d'où vient et dans quelle mesure est protestante une telle phrase : « Un état libéral ne peut être qu'un état fort ». Dans quel esprit parle et écrit ici le conseil de l'Eglise protestante ?

Zeichnung: Jals



Il est évident que le conseil de l'EKD reprend dans sa déclaration des schémas d'interprétation sans les justifier et les fonder théologiquement et bibliquement. Il devient fatal, si le conseil prend sa part de culpabilité dans le Terrorisme, qu'il renvoie au même moment cette culpabilité aux personnes critiques dans ses propres rangs, ceux qui sont des marginaux et des inquiets : « la montée du terrorisme dans notre pays montre ce qui n'a pas été fait et ce qui se développe dans le mauvais sens, et tous les

groupes sociaux en sont responsables. Aussi l'Eglise protestante reconnaît sa part de responsabilité aux événements des dernières semaines. Nous ne nous sommes pas suffisamment opposés aux comportements conflictuels partiels dans notre milieu et nous n'avons pas suffisamment prié et proclamé la Parole de Dieu ». Ne classe-t-on pas ainsi tous les essais critiques et toutes les positions politiques de certains chrétiens protestants qui analysent les antagonismes sociaux, qui appellent à lutter contre les injustices sociales, contre la domination et l'impuissance, ne classe-t-on pas tout cela sous la rubrique des sympathisants du terrorisme ? Quel espace peut demeurer pour des options socialistes à l'intérieur de l'Eglise ? N'avons nous pas dans ce pays « pas assez » de critique plutôt que « trop » ?

Un modèle allemand pour les églises ?

Un autre exemple éclaire la situation actuelle dans l'église : le dernier conflit – il y en a eu beaucoup d'autres – avec l'ESG (mouvement étudiant protestant). Le synode de l'église de Bade Wurtemberg a décidé de supprimer les subventions de l'ESG de Tübingen. Pour la majorité conservatrice et piétistes de ce synode, l'ESG est perçu comme ennemi de la constitution et destructeur de l'église. Les raisons de ces mesures contre l'ESG se trouvent dans le fait que quelques activités politiques et quelques critiques de la société faites par l'ESG, ne passent pas dans les structures mentales des piétistes souabes. Ici, encore, c'est la réaction politique pure, sans recherche d'une quelconque justification théologique. Ce qui est reproché à la communauté étudiante ce sont « ses tendances et ses actions d'extrême-gauche ». A côté d'un groupe d'étude sur « sexualité et pouvoir », un groupe de lecture des écrits de Lénine a provoqué l'irritation de la hiérarchie. Mais ce qui devient parfaitement insupportable, est le fait qu'un groupe « chrétiens pour le socialisme » trouve lieu, écho et adhérents dans l'ESG. C'est le texte de Québec sur Chrétiens pour le Socialisme qui est jugé heurtant. Au yeux de la majorité du synode les CPS étant un regroupement « révolutionnaire international marxiste-léniniste », il faut démontrer de façon significative « que l'Eglise ne se laisse pas influencer idéologiquement ».

L'ignorance politique et l'anticommunisme massif et viscéral fêtent leur triomphe aussi – et surtout – dans l'Eglise. Non point partout mais dans beaucoup de décisions importantes. L'Eglise est menacée de devenir un outil des courants politiques actuellement au pouvoir et de leurs traditionnelles conceptions du monde. Le très renommé théologien, E. Käsemann, a annoncé qu'il quittait l'Eglise à cause de la décision du synode et il a déclaré entre autre : « Depuis l'époque où Goebbels a lancé la terreur par l'interdiction progressive des organisations, je trouve odieux que des comités de l'Eglise poursuivent leurs buts non-chrétiens de la même manière... On ne peut pas aider l'Eglise si l'on accepte la tyrannie bigotte au lieu de la démasquer. Ce qui s'est passé en Baden-Wurtemberg est d'une importance exemplaire bien au-delà des frontières allemandes ».

Les événements de Tübingen et les prises de position de Käsemann montrent à l'évidence qu'il faut tout faire pour empêcher la naissance et le développement d'un « modèle allemand » ecclésiastique. D'autres ESG ont eu également des ennuis et toujours pour des raisons politiques : on n'essaie même plus de se cacher derrière des raisons théologiques. Un exemple parmi tant d'autres : l'ESG de Braunschweig organise une soirée de discussion avec le professeur Peter Brückner, célèbre en Allemagne pour avoir signé avec d'autres professeurs une déclaration de soutien aux étudiants de Göttingen qui avaient publié un article d'hommage funèbre au procureur Buback, hommage peu flatteur, il est vrai. Le ministre de la culture ayant engagé un processus disciplinaire contre Brückner, la direction de l'Eglise en tire argument pour essayer d'interdire cette réunion, argument qui ne relève même pas d'un esprit juridique (2), mais d'un désir de persécution, ce qui n'a pas grand chose à voir avec une réflexion théologique.

Le cas du Pasteur Ennslin

Aussi révoltant est le cas du pasteur Helmut Ennslin dont la fille Gudrun a trouvé la mort dans la prison de Stammheim. Ennslin a donné une interview à un journal italien dans laquelle il émet quelques doutes sur la thèse du suicide de sa fille. Pour ce fait, le procureur de Stuttgart ouvre une instruction contre lui. Les responsables de l'Eglise du Württemberg réagissent de la même manière (quelle a été la motivation théologique fondamentale qui a pu détermi-

(2) parce que toute personne suspectée et inculpée n'est pas coupable avant que la preuve n'ait été apportée.

ner une telle attitude ?) et commencent « avec regret » une enquête envers le pasteur Ennslin immédiatement après l'enterrement de sa fille Gudrun. Serait-il donc vrai que les raisons d'être des cercles dirigeants des églises et celles des appareils judiciaires de l'Etat - toutes deux, par ailleurs, fort honorables - ne sont plus différentes ou encore si peu ?

Il serait possible de citer encore beaucoup d'autres exemples. Il est évident qu'il existe un vrai danger d'une alliance entre l'Eglise et l'Etat, pour le moins, mais pas uniquement, au niveau idéologique. Tant que, dans ce pays, progressera la montée de l'anticommunisme et de la répression, il sera difficile pour les chrétiens d'arriver à des propositions politiques de changement de société et de les présenter de façon offensive.

Bien sûr, il y a - et le cas Käsemann le montre - de nombreux chrétiens mécontents du développement actuel de l'église allemande, chrétiens qui ne sont pas toujours, loin de là, d'une même opinion politique. Voici quelques semaines avait lieu à Darmstadt un congrès de chrétiens de l'Europe de l'ouest. Son thème : l'étude de la déclaration de l'église protestante, il y a trente ans, qui traitait du « *chemin politique de notre peuple* ». Le message de Darmstadt fut, voici trente ans, l'essai, une fois de plus, de tuer les conséquences sociales et politiques des expériences du fascisme allemand et de la résistance antifasciste. Avec beaucoup d'effort, mais sans discontinuer, nous devons être assurés de cette tradition antifasciste qui se trouve aussi dans l'église.